

ÉLECTION DU NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'EL ISLAH

Djahid Younsi pressenti à la tête du mouvement

Le deuxième congrès du mouvement El Islah se veut rassembleur après les conflits qui ont secoué le parti, selon son désormais ex-secrétaire général, Hamlaoui Akkouchi. C'est en fait Djahid Younsi qui est pressenti de nouveau, à la tête du mouvement et que le vote des membres du majliss echoura devrait désigner.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le mouvement El Islah a procédé, hier, à la réélection de ses instances, de son majliss echoura et de son secrétaire général. Celui-là même qui succède à Hamlaoui Akkouchi. Intervenant hier en marge du deuxième congrès d'El Islah, Hamlaoui Akkouchi a prédit à son mouvement un «avenir politique prometteur».

Pour Hamlaoui Akkouchi, le mouvement a dépassé ses dissensions et s'oriente désormais vers la stabilité. «Nous ne mentionnons pas au peuple et nul ne peut nous accuser de nous contredire dans ce que nous promettons de faire. La transparence règne au sein de notre parti», a déclaré

Hamlaoui Akkouchi, notant que les défis du parti s'articulent autour de la lutte contre la corruption. Il dira aussi que le parti reste loin des lobbies et des différents conflits et réitérera sa fidélité à l'Alliance verte.

L'intervenant est aussi longuement revenu sur la situation au Mali et l'intervention de la France, assurant qu'il s'agit d'une guerre déclarée contre l'Algérie. «La France veut nous duper, et nous faire courber l'échine, nous ne nous soumettrons pas, même si l'Etat est prêt à le faire.»

Déclarant hier qu'il ne se présentait pas à sa propre succession, Hamlaoui Akkouchi a annoncé qu'il donnerait sa voix à Djahid



Younsi prédit à son parti un avenir politique prometteur.

Yousfi. Lors du congrès du parti, les 500 délégués ont adopté le statut du parti, la résolution politique et élu les membres du majliss echoura national. Ce sont ces derniers qui auront à élire le président

et le nouveau secrétaire général du parti.

Les objectifs du parti, selon Hamlaoui Akkouchi, c'est aussi la construction d'un Etat démocratique, la réforme politique, celle de l'éducation ainsi que la réforme sociale, la protection des droits des citoyens et assurer la sécurité alimentaire.

Pour El Islah, le nombre de mandats présidentiels doit se limiter à deux et l'Assemblée nationale doit être élue dans la transparence et bénéficier de grandes prérogatives. Après l'élection de son nouveau secrétaire général, El Islah aura fort à faire pour dépasser les conflits qui l'ont secoué au cours des derniers mois. Il s'agit notamment du départ de son ex-secrétaire général Djamel Benabdesslem qui a lui-même fondé le parti Front de l'Algérie nouvelle.

F-Z. B.

LE SG DE L'ANR EST FORMEL :

«Le rapport Seddiki est un faux !

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), M. Belkacem Sahli, est formel : «Le rapport de la commission Seddiki est un faux. Aucun fait ne corrobore ses conclusions. Il a usé de sa position pour faire du chantage vis-à-vis du ministère de l'Intérieur et obtenir des privilèges personnels. Il n'a mis trois mois avant de le rendre public que pour prolonger son séjour à l'hôtel Saint-Georges.»

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Hier à l'ouverture des travaux de la conférence nationale des chefs de bureaux de wilayas de son parti, M. Sahli a néanmoins appelé à «revoir en premier lieu, le mode de fonctionnement de la Commission nationale de surveillance des élections et pourquoi pas, reproduire l'ancien mécanisme qui prévoit la désignation d'une personnalité nationale à sa tête». «Sur les 52 membres de la commission Seddiki, il y a 17 chefs de partis. Je ne vois pas ce que pourrait faire un chef de parti au sein de la commission. Les personnalités nationales pouvant assumer ce rôle

ne manquent pas. Je ne dirai pas qu'elle doit être nécessairement désignée par le président mais, on peut conférer cette prérogative à l'autorité parlementaire par exemple.», a-t-il suggéré.

Le SG de l'ANR qui n'est pas moins secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, a ainsi passé en revue les «réalisations» de son parti en 2012 : «Nous avons engagé une restructuration du parti pour s'ouvrir davantage aux différentes franges de la société et se départir de cette étiquette de formation d'élite qui nous a été collée. Cela n'a pas été fait sans fracas et certains membres du Conseil national qui se sont opposés à cette stratégie ont été exclus. Nous avons participé dans deux joutes électorales. Nous avons maintenant 3 députés et 300 élus locaux. Nous devons nous appliquer encore plus dans notre démarche pour assurer au parti, une présence dans toutes les communes du pays.». Dans ce contexte, M. Sahli a souligné la nécessité d'approfondir les réformes engagées par Bouteflika : «Nous recommandons la réécriture du préambule de la Constitution pour y souligner les affres



Sahli veut assurer à son parti une présence dans toutes les communes d'Algérie.

vécus par le peuple algérien durant la décennie 1990, pour qu'on en finisse une fois pour toutes avec cette tragédie et pour

qu'elle ne se répète pas comme le veulent nous l'exporter certains pays. Aussi, nous sommes pour la consécration du régime semi-présidentiel car la classe politique algérienne n'est pas encore prête pour prendre en main la gestion des affaires publiques dans le cadre d'un système parlementaire. Nous suggérons aussi le renforcement du rôle du Conseil de la nation ainsi que la société civile comme contrepouvoir.»,

Sur un autre plan, il a instruit ses élus de faire l'exemple en matière de gestion des affaires publiques : «Je vais reprendre le président de la République pour dire que nous ne devons pas passer sous silence ces scandales de corruption. Le phénomène a atteint des niveaux alarmants. Je dirai par contre que le timing des révélations faites dans la presse n'est pas innocent. Cela relève à mon avis d'une tentative de casser Sonatrach. Je salue à l'occasion le courage des éléments de l'ANP qui ont fait preuve d'une grande célérité dans l'élimination des terroristes à Tiguentourine. L'Algérie avait ainsi rappelé qu'elle ne négocie pas, et ne négociera jamais avec les terroristes. L'Algérie restera un pays stable. J'insiste pour le renforcement du sentiment national parce que je n'exclus pas un complot contre l'Algérie comme c'était le cas en Libye et au Mali.».

M. Sahli a enfin exprimé la position de son parti s'agissant de la guerre au Sahel. «Nous condamnons fermement l'épuration ethnique contre les Arabes et Touareg dans les zones récupérées par les forces franco-maliennes et nous appelons l'ONU, à prendre convenablement en charge les 250 000 réfugiés maliens ayant fui le pays à cause de cette guerre. Nous sommes pour une solution politique associant dans les négociations tous les Maliens se démarquant des groupes terroristes. Une solution préservant l'unité territoriale du Mali.», a-t-il déclaré.

Et de revenir sur le complot contre l'Algérie : «Les armes utilisées dans certaines attaques terroristes comme à Khenchela est la parfaite illustration des graves répercussions sur l'Algérie. Je ne suis pas un adepte de la théorie du complot comme cette chef de parti qui en fait son cheval de bataille (Louisa Hanoune du PT, Nldr). Je ne saurais néanmoins le passer sous silence et comme certaines formations perçoivent de l'argent de l'étranger, ils ne peuvent le dénoncer. Mais, il n'y a de complot contre notre pays que pour celui qui ne veut pas voir.».

M. K.

L. H.

LE PHÉNOMÈNE N'ÉPARGNE MÊME PLUS LES «PETITS» PARTIS

Redressement à El Karama

Le redressement, cette «pathologie» typiquement algérienne, n'épargne même plus ces petits partis que le pouvoir a encouragés ces derniers temps à l'effet d'«animer» une scène politique dont les ténors, les vrais, ont été, de ce fait, invités à «refaire» leurs classes.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Dernier exemple en date, le parti El Karama dont le président, un ex-cadre du FNA, rentré en dissidence contre Moussa Touati, vient, à son tour, de tomber en disgrâce auprès de ses proches collaborateurs. Mohamed Benhamou a été tout simplement éjecté de son poste de président du parti et remplacé à titre intérimaire, par son secrétaire général.

C'était le 1^{er} février dernier quand les membres du conseil national qui se sont réunis en session extraordinaire à Médéa, ont retiré la confiance au désormais ex-président. Selon Aymène Harkati, le SG et néanmoins président intérimaire, qui animait hier une conférence de presse à Alger, il est reproché à Benhamou plusieurs dépassements dont certains passibles de peine de prison comme son refus de présenter le

bilan financier du parti alors que l'article 60 de la loi régissant les partis politiques l'y oblige expressément, son obstination à convoquer et le conseil national et le bureau national qui ne se sont réunis, depuis la création du parti, qu'une seule fois. Des irrégularités portées à la connaissance du ministère de l'Intérieur dans un courrier daté du 5 novembre dernier.

Ce qui amènera le conférencier à évoquer la «tentative», selon lui, de l'ex-président de reprendre l'initiative avec l'organisation, par ses soins, les 22 et 23 février écoulé, d'un congrès extraordinaire à Ouargla qui l'avait plébiscité à la tête du parti. Un «simulacre» de congrès, soutient Harkati puisque, dira-t-il, «ne répondant pas aux normes légales aussi bien dans le fond que dans la forme de la chose».

«Il n'y avait que 10 membres sur les 63 que compte le conseil national et 4 membres sur les 12 composant le bureau national du parti, ceci en sus du fait que le quorum n'était pas atteint, ni en délégués encore moins en termes de wilayas», poursuit-il, non sans signifier avoir averti tous les huissiers de justice relevant des compé-

tences du tribunal de Ouargla, quant «à la nécessité pour eux de se tenir à l'écart et de ne pas être induits en erreur par Benhamou».

Harkati précise aussi avoir alerté le département d'Ould-Kablia quant à la nullité de ce «congrès fabriqué de toutes pièces», tout en affirmant «croire savoir que Benhamou n'a pas, jusqu'à maintenant, présenté le dossier de ce congrès à la tutelle».

Sur un autre plan, le président intérimaire d'El Karama fait part d'une initiative commune que le parti a prise avec quatre autres partis dont, précise-t-il, «deux sont au gouvernement». L'initiative consiste en la présentation de propositions communes concernant le projet de révision constitutionnelle.

«Il s'agit pour nous, affirme-t-il, de partager le maximum de points que nous considérons essentiels dans la loi fondamentale du pays, comme le caractère républicain, les libertés, la démocratie, entre autres». Harkati parle de contacts soutenus en vue d'élargir ce «front» à même de donner plus de «poids» à l'initiative.